

REPUBLIQUE DE GUINEE

MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE

COMITE DE PILOTAGE

SECRETARIAT EXECUTIF ITIE-GUINEE

**NOTE DE PRESENTATION DU PLAN DE TRAVAIL
ET BUDGET ANNUEL (PTBA) 2015**

I. INTRODUCTION :

L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives constitue de nos jours la Norme Internationale de Bonne Gouvernance, dont le but est :

- d'assurer la transparence des paiements et des revenus générés par les industries extractives ;
- de rendre cette information accessible à la société civile et au grand public ;
- de favoriser donc le bon usage de cette richesse afin qu'elle soit un moteur de la croissance économique ;
- de contribuer au développement durable et à la réduction de la pauvreté.

Le point 1.4 de l'Exigence N°1 de l'ITIE mentionne que le Groupe Multipartite est tenu de maintenir un plan de travail à jour, entièrement chiffré et compatible avec les échéances de déclaration et de Validation fixées par le Conseil d'administration de l'ITIE INTERNATIONALE. Ce plan de travail doit comporter la définition des objectifs de mise en œuvre du processus liés aux principes de l'ITIE et refléter les priorités nationales du secteur des industries extractives.

A ce titre, le Groupe Multipartite privilégie la recherche de solutions novatrices parmi lesquelles l'extension de la mise en œuvre du processus. Ce qui permettra d'améliorer l'exhaustivité des rapports ITIE et l'information du public en ce qui concerne les recettes, et qui encouragera aussi l'adoption de normes élevées de transparence et de responsabilité dans la vie publique, les activités gouvernementales et les affaires.

A la lumière de ce qui précède, le Groupe Multipartite de l'ITIE-GUINEE se fixe pour :

- 1. Objectif global :** En tant que Pays Conforme, c'est de poursuivre et renforcer la mise en œuvre effective du processus ITIE conformément à la chaîne des valeurs.
- 2. Objectifs Spécifiques :** Les objectifs spécifiques du plan de travail sont les suivants :
 - 2.1 Veiller au respect du cadre légal et réglementaire de la gestion dans l'octroi des permis, licences et contrats ainsi que le suivi de la production ;

- 2.2 Amorcer la collecte et la réconciliation des paiements effectués par les entreprises minières et des revenus perçus par les administrations et ce conformément aux règles de l'ITIE ;
- 2.3 Rendre l'information relative à la collecte et à la réconciliation des paiements et des revenus disponible et accessible au grand public y compris la publication et la divulgation ;
- 2.4 S'assurer que les revenus provenant de l'extraction minière sont débattus et effectivement affectés selon les règles de la démocratie et de la transparence ;
- 2.5 Promouvoir une meilleure appropriation de la Norme ITIE par l'Administration Publique, les Sociétés Minières et la Société Civile.

La voie pour l'atteinte de ces objectifs s'articule sur les neuf (9) axes ci-après :

- i. Améliorer le cadre légal et réglementaire de la gestion dans l'octroi des permis, licences et contrats ;
- ii. Suivre la production ;
- iii. Produire et publier les rapports portant sur la collecte et la réconciliation des flux des paiements et des revenus, selon la Norme ITIE (collecte des taxes et redevances) ;
- iv. Suivre la distribution des revenus ;
- v. Suivre la gestion des dépenses et la mise en œuvre de politique de développement durable ;
- vi. Maintenir le statut de pays conforme ;
- vii. Poursuivre et renforcer la mise en œuvre de la stratégie de communication et de dissémination des rapports ;
- viii. Renforcer les capacités des parties prenantes sur le processus ITIE ;
- ix. Pérenniser, coordonner et améliorer la performance du Secrétariat Exécutif et du Comité de Pilotage.

Le Groupe Multipartite (GMP) s'est attelé à créer les conditions de mise en œuvre effective des actions pour respecter les délais requis par les Exigences en matière de préparation et de divulgation pour maintenir le statut de Pays Conforme.

II. FINANCEMENT :

Le Plan de Travail doit être revu et actualisé annuellement. Il ne doit pas être statique. Donc, il doit être glissant pour permettre de prendre en compte les évolutions éventuelles du secteur extractif.

Le présent PTBA prend en compte toutes les recommandations du C.A. de l'ITIE INTERNATIONALE, lors de sa réunion du 02 Juillet 2014 à Mexico, déclarant la République de Guinée **Pays Conforme**, afin de lui permettre de maintenir le statut du Pays Conforme et de Pérenniser l'Initiative.

Ainsi, en application des principes de l'ITIE INTERNATIONALE : « **les obligations pour les Etats à démontrer le degré de leur adhésion au processus de l'ITIE consistent à faire figurer dans leurs budgets nationaux, les financements nécessaires à soutenir les plans d'actions qui alimentent les activités à travers le Comité de Pilotage et les Commissions Opérationnelles** ».

Outre les dotations budgétaires annuelles de l'Etat Guinéen, l'ITIE-GUINEE bénéficie de dons provenant des partenaires au développement dont :

1. le Groupe de la Banque Mondiale (IDA N°H-804 GUI), à travers le PAGSEM (Projet d'Appui à la Gouvernance du Secteur Minier) ;
2. le Groupe de la Banque Africaine de Développement (FAD N°2100155019716), à travers le PARCGEF (Projet d'Appui au Renforcement des Capacités de Gestion Economique et Financière).

Elle bénéficie également d'un Don du Groupe de la Banque Africaine de Développement (FAD N°2100155025316 signé le 10 Septembre 2013) à travers le PAPEGM (Projet d'Appui à la Planification Economique et à la Gouvernance Minière).

Par ailleurs, il convient de noter que dans le cadre de la mise en œuvre de ce Plan de Travail et Budget Annuel, le Gouvernement doit s'adresser aux Partenaires Techniques et Financiers en leur demandant des appuis, afin d'assurer **la couverture du gap de financement pour un montant de 476 000 USD, soit 30,63 % du coût total du Budget Annuel.**

III. PLAN DE TRAVAIL ET BUDGET ANNUEL 2015:

Le plan de travail et le budget annuel, présentés ci-dessous est le résultat des séances de travail du Groupe Multipartite (GMP).

Ce faisant, les neuf (9) axes stratégiques identifiés sont déclinés en **92 actions avec un budget qui se chiffre à 1 553 965 USD** dont le financement est assuré par le Groupe de la Banque Mondiale (17,79 %), le Groupe de la Banque Africaine de Développement (11,65 %) et par l'Etat Guinéen (70,56 % dont 30,63 % à rechercher).

Le plan de travail et budget annuel 2015, budgétisé se présente comme suit :

1. Améliorer le cadre légal et réglementaire de la gestion dans l'octroi des permis, licences et contrats : (voir détail aux pages 14 et 15)

Cette rubrique doit rendre efficace et efficiente la transparence en matière de procédure d'octroi de permis, licences et contrats et procéder à une mise à jour du cadastre minier.

Le scandale (affaire BSGR) dans l'octroi de permis sur fond de pratiques avérées de corruption impliquant officiels de l'Etat et les Sociétés Minières, la publication de la Norme ITIE qui encourage la transparence des contrats et des licences, sont des défis à relever.

C'est pourquoi, lever les obstacles d'ordre légal et réglementaire est non seulement un impératif pour la mise en œuvre de l'ITIE en Guinée mais permettra de le pérenniser.

Ce volet se résume en deux points essentiels pour un montant de **41 000 USD** :

- a) Publier les licences et les propriétaires réels sur le site web = 1 000 USD
- b) Vulgariser les dispositions pertinentes des lois régissant le secteur extractif et sensibiliser les parties prenantes = 40 000 USD

2. Suivre la production : (voir détail à la page 16)

Cette composante s'articule par la mise en place d'un système efficace et sécurisé pour le suivi de la production du secteur extractif en Guinée.

Il comporte huit (5) volets, pour un montant de **36 000 USD** :

- 2.1 Réaliser une étude diagnostique du système actuel de suivi = 20 000 USD
- 2.2 Vérifier l'effectivité du respect des obligations sociales = 2 500 USD
- 2.3 Actualiser les formulaires de déclaration des statistiques de production minière = 5 000 USD
- 2.4 Revoir et développer la sous-traitance et former les opérateurs = 2 500 USD
- 2.5 Renforcer la structure de contrôle et de suivi des sociétés = 6 000 USD

3. Produire et publier les rapports portant sur la collecte et la réconciliation des flux des paiements et des revenus 2013 & 2014:

(voir détail aux pages 17 & 18)

Cette rubrique porte essentiellement sur la collecte et la réconciliation des flux des paiements effectués par les sociétés minières et des flux des revenus perçus par les administrations pour les exercices 2013 & 2014. Les actions requises pour cela portent entre autres sur le recrutement du Conciliateur qui sera en charge de la réalisation d'une étude de cadrage, d'un atelier de formation sur le remplissage des formulaires de déclaration en vue de l'élaboration d'un rapport provisoire et définitif et sa publication par le Comité de Pilotage, conformément aux dates indiquées dans les tableaux pour ces années sus-indiquées et l'acquisition d'un logiciel servant d'interface pour une banque de données entre les services de régie financière de l'Etat et les sociétés minières.

Il comporte onze (11) volets résumés en huit (8) points pour un montant de **302 550 USD** :

- 3.1 à 3.3 Négocier les contrats 2013 & 2014 avec l'Administrateur = 500 USD
- 3.4 à 3.5 Organiser des réunions en vue de l'analyse et la validation des rapports provisoires 2013 & 2014 = 5 000 USD
- 3.6 Adopter et produire les rapports définitifs de l'Administrateur = 150 250 USD
- 3.7 Organiser cérémonie de publication des rapports 2013 & 2014 = 33 800 USD

- | | | | |
|------|---|---|------------|
| 3.8 | Traduire et imprimer dans 4 langues nationales la synthèse des rapports 2013 & 2014 | = | 28 000 USD |
| 3.9 | Elaborer et publier le rapport annuel d'activités 2014 | = | 5 000 USD |
| 3.10 | Inventorier les investissements réalisés par les sociétés minières aux communautés | = | 30 000 USD |
| 3.11 | Constituer une base de données et acquérir un logiciel sécurisé de gestion | = | 50 000 USD |

4. Suivre la distribution des revenus : (voir détail à la page 19)

Cette composante, est d'assurer un meilleur suivi de la gestion et de l'affectation des revenus issus des sociétés minières. Le coût de réalisation est estimé à **25 000 USD** et se décompose comme suit :

- | | | | |
|-----|--|---|------------|
| 4.1 | Former les collectivités décentralisées en fiscalité des zones minières en fiscalité sur la procédure de recouvrement et de gestion des revenus destinés à ces collectivités | = | 25 000 USD |
|-----|--|---|------------|

5. Suivre la gestion des dépenses et la politique de développement durable : (voir détail à la page 20)

Cette rubrique, vise à améliorer la gestion des dépenses publiques face à la volatilité des revenus issus des Industries Extractives pour permettre d'évaluer les effets et impacts sur la gouvernance économique et sociale. Elle se décompose comme suit pour un montant de **25 000 USD**, répartie en 2 activités:

- | | | | |
|-----|---|---|------------|
| 5.1 | Veiller à la vulgarisation des principes d'élaboration du budget participatif dans les Communes Extractives pilotes | = | 10 000 USD |
| 5.2 | Veiller à l'élaboration d'une directive sur la responsabilité sociétale des entreprises extractives | = | 15 000 USD |

6. Maintenir le statut de Pays Conforme : (voir détail à la page 21)

Il convient de rappeler que la République de Guinée a été déclarée **Pays Conforme, le 02 Juillet 2014**, lors de la réunion du C.A de l'ITIE INTERNATIONALE à Mexico.

Il est important de noter avec satisfaction que désormais, c'est l'ITIE INTERNATIONALE qui se charge de toute la procédure de recrutement du Validateur jusqu'au paiement de ses honoraires. Cela réduit le coût de la mise en œuvre dans le cadre de la validation pour les pays membres (confère message électronique du 24 Novembre 2014 ITIE INTERNATIONALE).

Cette rubrique comporte 5 activités résumées en 2 points et se décompose comme suit pour un montant de **19 000 USD** :

- | | | | |
|-----|---|---|------------|
| 6.1 | Analyser la chaîne des valeurs pour leur mise en œuvre | = | 4 000 USD |
| 6.2 | Faire une étude institutionnelle et organisationnelle du SE | = | 15 000 USD |

7. Poursuivre et renforcer la mise en œuvre de la stratégie de communication et de dissémination des rapports : (voir détail aux pages 22, 23 & 24)

Cette composante, qui s'articule sur la gouvernance administrative dans le domaine de l'exploitation minière vise à la création des conditions nécessaires d'un dialogue permanent relatif à l'utilisation des ressources générées par les industries extractives. L'objectif est de maximiser la transparence et de réduire progressivement, jusqu'à élimination complète, le climat de méfiance et de tension dans les zones minières.

Dix-neuf (18) activités résumées en 11 points composent cette rubrique dont le coût de réalisation se chiffre à **402 415 USD** :

| | | |
|--|---|-------------|
| 7.2 Plaidoyer pour accroître l'appui politique et financier nécessaire à la poursuite de la mise en œuvre de l'ITIE | = | 30 000 USD |
| 7.3 Réaliser la mission de dissémination des rapports 2013&2014 | = | 150 000 USD |
| 7.4 Présenter les rapports 2013 & 2014 à la maison de presse | = | 2 000 USD |
| 7.5 Présenter les rapports 2013 & 2014 dans 6 Universités | = | 4 000 USD |
| 7.6 Publier les rapports simplifiés dans les journaux de la place | = | 15 000 USD |
| 7.7 à 7.12 Insertion des messages et spots publicitaires, conception Et impression des agendas et calendriers, hébergement, formation et mise à jour du site web, insertion dans les journaux, affichage des panneaux publicitaires, impression des dépliants, tee-shirt, képi et abonnement, reprographie, documentations et revues | = | 120 415 USD |
| 7.13 Suivre et évaluer périodiquement l'ensemble des activités de Communication, apprécier les résultats et mesurer les impacts | = | 8 000 USD |
| 7.14 Enquête d'appropriation auprès des populations sur le processus ITIE | = | 15 000 USD |
| 7.15 Organiser des émissions et reportages à la Radio et TV | = | 18 000 USD |
| 7.16 Informer et sensibiliser le grand public sur le processus ITIE à travers les médias et les réunions d'information | = | 30 000 USD |
| 7.17 Conception, impression et distribution de bandes dessinées | = | 10 000 USD |

8. Renforcer les capacités des parties prenantes sur le processus ITIE : (voir détail aux pages 25, 26 & 27)

Le faible niveau d'information du public guinéen sur l'ITIE, y compris les services de l'Etat, constitue une forte contrainte à lever, qui justifie les volets ci-après dont le coût de réalisation pour cette rubrique comporte quinze (15) activités résumées en 4 points pour un montant de **299 000 USD** :

| | | |
|--|---|-------------|
| 8.1 à 8.8 Organiser les ateliers sur l'ITIE | = | 89 500 USD |
| 8.9 Sensibiliser les nouvelles entreprises sur le processus ITIE | = | 3 000 USD |
| 8.10 à 8.14 Identifier, élaborer et mettre en œuvre le plan de formation, voyages d'études et missions extérieures | = | 131 500 USD |
| 8.15 Divulguer les rapports ITIE par la Société Civile | = | 75 000 USD |

9. Pérennisation du processus ITIE-GUINEE :

(voir détail aux pages 28, 29, 30 &31)

L'ITIE doit être perçue comme un processus permanent et non un évènement dont le but est une meilleure gouvernance portée sur la transparence accrue. Pour assurer le fonctionnement correct et régulier de l'ITIE-GUINEE, les activités inscrites dans cette rubrique au nombre de vingt-trois (23) résumées en 8 points pour un montant de

391 500 USD :

| | | |
|---|---|-------------|
| 9.1 à 9.3 Elaborer les textes et réviser le règlement intérieur | = | 4 000 USD |
| 9.4 à 9.11 Plaidoyer, élaborer un texte, organiser et tenir les réunions des organes de l'ITIE (CS, CP et Commissions) | = | 41 000 USD |
| 9.12 à 9.13 Préparer, élaborer, présenter et publier le Plan de Travail Triennal et Budget (2015, 2016 et 2017) | = | 11 000 USD |
| 9.14 à 9.16 Mobiliser les ressources financières et organiser une table ronde avec les Partenaires Techniques et Financiers | = | 10 000 USD |
| 9.17 à 9.19 Acquérir les biens (investissements) | = | 145 000 USD |
| 9.20 Héberger, former et mettre à jour le site web | = | 10 000 USD |
| 9.21 à 9.23 Améliorer la gestion | = | 43 000 USD |
| 9.24 Fonctionnement * (voir détail page 9). | = | 140 000 USD |

Le premier volet de cette rubrique devient d'autant important que la nouvelle Norme ITIE s'est maintenant élargie pour couvrir encore plus de domaines de la Chaîne de Valeur, avec cette Exigence que les Organes Nationaux de l'ITIE devront veiller à assurer la publication, non pas seulement des paiements effectués par les entreprises minières ou des ressources perçues par le gouvernement, mais également les transferts des revenus issus de l'extraction minière vers les collectivités locales. Cette obligation des organes nationaux de l'ITIE de recueillir et fournir les informations cruciales permettant de s'assurer que les recettes provenant de l'industrie extractive atteignent leur destination et sont utilisées judicieusement ne peut résulter que d'une capacité de gestion assise sur des moyens adéquats.

Conakry, le 24 Novembre 2014

Le Consultant Comptable et Financier

Le Secrétaire Exécutif

Sékou Amadou DRAME

Mamadou DIABY

**Vu et approuvé
Le Président du Comité de Pilotage**

Nava TOURE

ANNEXE : Détail des dépenses de fonctionnement

| | | |
|--|----------|--------------------|
| - Salaires du personnel contractuel du SE | = | 16 500 USD |
| - Indemnités diverses des cadres du SE | = | 11 150 USD |
| - Pré imprimés | = | 2 000 USD |
| - Fournitures et petits matériels de bureau | = | 8 980 USD |
| - Consommables informatiques | = | 12 830 USD |
| - Carburant et lubrifiant | = | 48 450 USD |
| - Autres produits et fournitures | = | 2 115 USD |
| - Maintenance, entretiens et réparations immobiliers | = | 10 215 USD |
| - Frais de téléphone et Internet | = | 10 800 USD |
| - Missions et réceptions | = | 8 000 USD |
| - Autres prestations (nettoyage des bureaux) | = | 2 450 USD |
| - Assurances des véhicules | = | 6 510 USD |
| <u>TOTAL</u> : | = | 140 000 USD |

PLAN DE TRAVAIL ET BUDGET ANNUEL 2015
**TABLEAU RECAPUTILATIF DU PLAN DE TRAVAIL ET BUDGET ANNUEL (PTBA) PAR BAILLEUR DE FONDS
(EXPRIME EN USD)**

| N° | COMPOSANTES/AXES STRATEGIQUES | IDA | BAD / FAD | BND / ETAT GUINEEN | Financement à rechercher | TOTAL | % PAR ACTIVITE |
|----------|--|---------------|----------------|-----------------------|-----------------------------|----------------|-------------------|
| 1 | Améliorer le cadre légal et règlementaire de la gestion dans l'octroi des permis, licences et contrats | 40 000 | 0 | 1 000 | 0 | 41 000 | 2,64% |
| | 1.6 Publier les licences et les propriétaires réels sur le site web | 0 | 0 | 1 000 | 0 | 1 000 | |
| | 1.9 Vulgariser les dispositions pertinentes des lois régissant le secteur extractif et sensibiliser les parties prenantes | 40 000 | 0 | 0 | 0 | 40 000 | |
| 2 | Suivre la production | 20 000 | 0 | 16 000 | 0 | 36 000 | 2,32% |
| | 2.1 Réaliser une étude diagnostique du système actuel de suivi de la production | 20 000 | 0 | 0 | 0 | 20 000 | |
| | 2.2 Vérifier l'effectivité du respect des obligations sociales dans les sociétés minières | 0 | 0 | 2 500 | 0 | 2 500 | |
| | 2.3 Actualiser les formulaires de déclaration des statistiques de production minière | 0 | 0 | 5 000 | 0 | 5 000 | |
| | 2.4 Revoir et développer la sous-traitance et former les opérateurs nationaux | 0 | 0 | 2 500 | 0 | 2 500 | |
| | 2.5 Renforcer la structure de contrôle et de suivi des sociétés minières | 0 | 0 | 6 000 | 0 | 6 000 | |
| 3 | Produire et publier le rapport portant sur la collecte et la réconciliation | 30 000 | 130 000 | 82 550 | 60 000 | 302 550 | 19,47% |
| | 3.1 à 3.3 Négocier les contrats avec l'Administrateur pour les années 2013 & 2014 | 0 | 0 | 500 | 0 | 500 | |
| | 3.4 à 3.5 Organiser des réunions en vue de l'analyse et validation des rapports provisoires | 0 | 0 | 5 000 | 0 | 5 000 | |
| | 3.6 Adopter et produire les rapports définitifs 2013 & 2014 de l'Administrateur | 0 | 130 000 | 10 250 | 10 000 | 150 250 | |
| | 3.7 Organiser la cérémonie de publication des rapports de conciliation 2013 & 2014 | 0 | 0 | 33 800 | 0 | 33 800 | |
| | 3.8 Traduire et imprimer la synthèse des rapports 2013 & 2014 en 4 langues nationales | 0 | 0 | 28 000 | 0 | 28 000 | |
| | 3.9 Elaborer et publier le rapport annuel d'activités 2014. | 0 | 0 | 5 000 | 0 | 5 000 | |
| | 3.10 Inventorier les investissements réalisés par les sociétés minières aux communautés | 30 000 | 0 | 0 | 0 | 30 000 | |
| | 3.11 Constituer une base de données et acquérir un logiciel sécurisé de gestion | 0 | 0 | 0 | 50 000 | 50 000 | |
| 4 | Suivre la distribution des revenus | 0 | 0 | 25 000 | 0 | 25 000 | 1,61% |
| | 4.2. Former les collectivités décentralisées des zones minières en fiscalité sur la procédure de recouvrement et de gestion des revenus destinés à ces collectivités | 0 | 0 | 25 000 | 0 | 25 000 | |

| N° | COMPOSANTES/AXES STRATEGIQUES | IDA | BAD / FAD | BND / ETAT GUINEEN | Financement à rechercher | TOTAL | % PAR ACTIVITE |
|----------|--|---------------|---------------|-----------------------|-----------------------------|----------------|-------------------|
| 5 | Suivre la gestion des dépenses | 0 | 0 | 0 | 25 000 | 25 000 | 1,61% |
| | 5.1 Veiller à la vulgarisation des principes d'élaboration du budget participatif dans les communes extractives pilotes. | 0 | 0 | 0 | 10 000 | 10 000 | |
| | 5.2 Veiller à l'élaboration d'une directive sur la responsabilité sociétale des entreprises extractives | 0 | 0 | 0 | 15 000 | 15 000 | |
| 6 | Maintenir le statut de Pays Conforme | 0 | 0 | 4 000 | 15 000 | 19 000 | 1,22% |
| | 6.1 Analyser la chaîne des valeurs pour leur mise en œuvre efficace | 0 | 0 | 4 000 | 0 | 4 000 | |
| | 6.2.à 6.3 Faire une étude institutionnelle et organisationnelle en tenant compte du GMP | 0 | 0 | 0 | 15 000 | 15 000 | |
| 7 | Poursuivre et renforcer la mise en œuvre de la stratégie de communication | 75 000 | 0 | 151 415 | 176 000 | 402 415 | 25,90% |
| | 7.2 Plaidoyer pour accroître l'appui politique et financier nécessaire à la poursuite de la mise en œuvre de l'ITIE | 0 | 0 | 0 | 30 000 | 30 000 | |
| | 7.3. Réaliser la mission de dissémination des rapports 2013 & 2014 dans les zones minières incluses dans l'ITIE. | 75 000 | 0 | 75 000 | 0 | 150 000 | |
| | 7.4 Présenter les rapports 2013 & 2014 à la maison de presse | 0 | 0 | 2 000 | 0 | 2 000 | |
| | 7.5 Présenter les rapports 2013 & 2014 dans six (6) Universités | 0 | 0 | 4 000 | 0 | 4 000 | |
| | 7.6 Publier les rapports simplifiés dans les journaux (2013 & 2014) | 0 | 0 | 15 000 | 0 | 15 000 | |
| | 7.7 à 7.12 Insertion des messages et spots publicitaires, conception et impression des agendas et calendriers, hébergement, formation et mise à jour du site web, insertion dans les journaux, affichage des panneaux publicitaires, conception /impression des dépliants, tee-shirt, képi et kakemonos et abonnement, reprographie, documentation et revues | 0 | 0 | 45 415 | 75 000 | 120 415 | |
| | 7.13 Suivre et évaluer périodiquement l'ensemble des activités de communication | 0 | 0 | 0 | 8 000 | 8 000 | |
| | 7.14 Enquête d'appropriation auprès des populations sur le processus ITIE | 0 | 0 | 0 | 15 000 | 15 000 | |
| | 7.15 Organiser des émissions et reportages à la Radio et TV | 0 | 0 | 0 | 18 000 | 18 000 | |
| | 7.16 Informer et sensibiliser le grand public sur le processus ITIE (campagne info) | 0 | 0 | 0 | 30 000 | 30 000 | |
| | 7.17 Conception, impression et distribution de bandes dessinées | 0 | 0 | 10 000 | 0 | 10 000 | |
| 8 | Renforcer les capacités des parties prenantes du processus ITIE | 71 500 | 20 000 | 52 500 | 155 000 | 299 000 | 19,23% |
| | 8.1 à 8.8 Organiser les ateliers | 71 500 | 0 | 18 000 | 0 | 89 500 | |
| | 8.9 Sensibiliser les nouvelles entreprises sur le processus ITIE | 0 | 0 | 3 000 | 0 | 3 000 | |
| | 8.10 à 8.14 Identifier, élaborer, et mettre en œuvre le plan de formation, voyages d'études et missions à l'étranger | 0 | 20 000 | 31 500 | 80 000 | 131 500 | |
| | 8.15 Divulguer les rapports ITIE par les Organisations de la Société Civile | 0 | 0 | 0 | 75 000 | 75 000 | |

| N° | COMPOSANTES/AXES STRATEGIQUES | IDA | BAD / FAD | BND / ETAT GUINEEN | Financement à rechercher | TOTAL | % PAR ACTIVITE |
|----------|---|----------------|----------------|--------------------|--------------------------|------------------|----------------|
| 9 | Pérennisation du processus ITIE-GUINEE | 40 000 | 31 000 | 288 000 | 45 000 | 404 000 | 26% |
| | 9.1 à 9.3 Elaborer les textes et réviser le règlement intérieur | 0 | 0 | 4 000 | 0 | 4 000 | |
| | 9.4 à 9.11 Plaidoyer, élaborer, organiser et tenir les réunions | 0 | 0 | 41 000 | 0 | 41 000 | |
| | 9.12 à 9.13 Préparer, élaborer, présenter et publier le PTTB (2015, 2016 & 2017) | 0 | 0 | 11 000 | 0 | 11 000 | |
| | 9.14 à 9.16 Mobiliser les ressources financières et organiser une table ronde avec les Partenaires Techniques et Financiers | 0 | 0 | 10 000 | 0 | 10 000 | |
| | 9.17 à 9.19 Acquérir les biens | 40 000 | 0 | 60 000 | 45 000 | 145 000 | |
| | 9.20 Héberger, former et mettre à jour le site web ITIE | 0 | 0 | 10 000 | 0 | 10 000 | |
| | 9.21 à 9.23 Améliorer la gestion | 0 | 31 000 | 12 000 | 0 | 43 000 | |
| | 2.24 Fonctionnement | 0 | 0 | 140 000 | 0 | 140 000 | |
| | TOTAL GENERAL : | 276 500 | 181 000 | 620 465 | 476 000 | 1 553 965 | 100 % |
| | Pourcentage par bailleur | 17,79 % | 11,65 % | 39,93 % | 30,63 % | 100 % | |

Conakry le 19 Décembre 2014

Le Président du Comité de Pilotage

Nava TOURE

PLAN DE FINANCEMENT PAR BAILLEUR ET PAR ANNEE (EXPRIME EN USD)

| BAILLEUR DE FONDS | GESTION PREVISIONNELLE | | | | | OBSERVATIONS |
|--------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------|--------------|
| | 2015 | | | | | |
| | 1 ^{er} Trim. | 2 ^{ème} Trim. | 3 ^{ème} Trim. | 4 ^{ème} Trim. | Total | |
| IDA | 121 500 | 80 000 | 0 | 75 000 | 276 500 | |
| BAD | 11 000 | 18 000 | 11 000 | 141 000 | 181 000 | |
| BND/ETAT GUINEEN | 132 325 | 136 825 | 69 825 | 281 490 | 620 465 | |
| FINANCEMENT A RECHERCHER | 195 250 | 125 250 | 80 250 | 75 250 | 476 000 | |
| TOTAL | 460 075 | 360 075 | 161 075 | 572 740 | 1 553 965 | |
| BESOIN DE TRESORERIE | 460 075 | 820 150 | 981 225 | 1 553 965 | - | |

VENTILATION DES COÛTS PAR ACTIVITES (EXPRIME EN USD)

| N° | HIERACHIE DES OBJECTIFS | ACTIVITES | RESULTATS ESCOMPTE | INDICATEURS | RESPONSABLE | MONTANT | POURCENTAGE |
|--|--|---|--|---|--|------------------|----------------|
| I | Objectif global | En tant que Pays Conforme , c'est de poursuivre la mise en œuvre du processus ITIE de la chaîne des valeurs | Une croissance soutenue et durable qui contribue à la réduction de la pauvreté | Taux de croissance à la hausse, taux de pauvreté à la baisse et taux d'investisseurs attractif. | Gouvernement de la République de Guinée | 0 | |
| II | Objectifs spécifiques | Mettre en œuvre le processus de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives en République de Guinée avec des axes stratégiques en vue d'atteindre avec succès la conformité : | Les ressources des Industries Extractives sont gérées selon les normes internationales | La République de Guinée est pays conforme à l'ITIE | Comité de pilotage et Secrétariat Exécutif | 1 268 965 | 81,66 % |
| | | 1. Améliorer le cadre légal et réglementaire | Le cadre légal est renforcé à travers l'inclusion de l'ITIE dans les textes régissant le secteur des IE. | Existence des textes juridiques (Permis, Contrats et Licences) | MMG/CPDM/DNI/GMP | 41 000 | |
| | | 1. Suivre la production | La mise en place du système de suivi est opérationnelle. | Publication annuelle des rapports de suivi | MMG/IGM/MATD/GMP/DNM | 36 000 | |
| | | 3. Produire et publier les rapports sur la collecte 2013, 2014, 2015 et 2016 et les rapports annuels d'activités | Rapport de l'Administrateur Indépendant. | Rapport disponible publié sur site et dans les journaux | GMP/SE | 302 550 | |
| | | 4. Suivre la distribution de la gestion des revenus | La mise en place du système de suivi de la gestion des revenus est opérationnelle. | Les différents rapports de suivi sont disponibles et publiés. | MMG/MATD/MDB/MEF/GMP | 25 000 | |
| | | 5. Suivre la gestion des dépenses. | La mise en place du système de gestion des dépenses est opérationnelle. | Les différents rapports sont publiés | MMG/MATD/MDB/MEF/GMP | 25 000 | |
| | | 6. Maintenir le statut de pays conforme | Rapport de validation. | Rapport disponible et publié | GMP/SE | 19 000 | |
| | | 7. Poursuivre et renforcer la stratégie de communication. | Supports disponibles. | Nombre rapports disséminés | GMP/SE | 402 415 | |
| | | 8. Renforcer les capacités des parties prenantes du processus ITIE | Procès-verbaux et liste de présence. | Tenue des ateliers, réunions et formations | GMP/SE | 299 000 | |
| 9. Pérenniser, coordonner et améliorer la performance du S.E/C.P | PV des réunions et rapports des consultants. | Nbre de PV et nbre Rapports financiers disponibles | GMP/SE | 119 000 | | | |
| III | Coût des opérations ou de Fonctionnement | a. Acquisition des biens | Pièces justificatives disponibles | Facture BC, PV réception | Secrétariat Exécutif | 145 000 | 9,34 % |
| | | b. Fonctionnement (Appui opérationnel) | Pièces justificatives disponibles | Facture BC, PV réception | Secrétariat Exécutif | 140 000 | 9,00 % |
| TOTAL GENERAL : | | | | | | 1 553 965 | 100 % |

PLAN DE TRAVAIL TRIENNAL ET BUDGET 2015-2016 ET 2017

| Axes stratégiques | Objectifs prioritaires | Contexte : conditions préalables et risques | Contraintes de capacité | Activités | Indicateur | Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme | Calendrier | Coûts estimés en USD / 2015 | Source de financement | | |
|--|--|---|---|---|--|--|---|-----------------------------|------------------------|-------|-------|
| 1. Cadre légal et réglementaire de la gestion dans l'octroi des permis, contrats et des licences. | Rendre efficace et efficiente la transparence en matière de procédure d'octroi de permis minier. | Manque de transparence dans l'octroi des permis, contrats et licences. | Insuffisance de dispositifs relatifs à l'ITIE dans le Code Minier | 1.1 Suivre le processus de modernisation du cadastre minier. | Cadastre minier est modernisé. | MMG/CPDM/DNI/GMP/CONSULTANT. | Mai 2015 | 0 | Néant | | |
| | | | | 1.2 S'assurer que cette modernisation prend en compte les préoccupations de l'ITIE selon la Nouvelle Norme, et que ces préoccupations figurent dans la base de données que le Consultant doit élaborer pour le CPDM | Les préoccupations sont mentionnées dans le rapport du Consultant | | | | | | |
| | | | | 1.3 Publier sur le site web les procédures d'octroi de permis et la liste des bénéficiaires. | Site du cadastre actualisé. Lien établi entre le CPDM et l'ITIE-GUINEE. | | | | | | |
| | | Insuffisance d'une politique claire et exhaustive de divulgation des informations contextuelles sur les Industries Extractives. | | | | 1.4 Evaluer la mise en œuvre des obligations légales des bénéficiaires des permis et étudier le processus de traitement du cadastre. | Information obtenue sur les titres miniers dans un bref délai | MMG/CPDM/GMP | Sept. 2015 | 0 | Néant |
| | | | | | | 1.5 Publier la liste des sociétés minières où l'Etat détient des parts/actions. | Liste publiée sur le site web du MMG et de l'ITIE-GUINEE. | | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 0 | Néant |
| | | | | | | 1.6 Publier la liste des licences et les propriétaires réels sur le site web itie-guinee. | La liste des licences est publiée. | GMP/CPDM//SE | Oct. 2015 | 1 000 | BND |
| | | | | | | 1.7 Etablir un lien entre le site des contrats miniers et le site web itie-guinee. | Le lien est créé et opérationnel | GMP | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 0 | Néant |

| Axes stratégiques | Objectifs prioritaires | Contexte : conditions préalables et risques | Contraintes de capacité | Activités | Indicateur | Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme | Calendrier | Coûts estimés en USD / 2015 | Source de financement |
|-----------------------------|---|--|--|---|---|---|-------------------------|-----------------------------|-----------------------|
| | | | | 1.8 Assurer le suivi auprès des services de l'administration concernés et publier sur leurs sites des contrats et avenants, conventions, accords et registres des licences des propriétaires réels. | Production d'un rapport de suivi des actions/parts et leur publication sur le site web. | MMG/MEF/GMP | Juillet et Août 2015 | PM | PM |
| | Doter le pays d'un cadre légal qui promet la transparence et la bonne gouvernance | Non application correcte de certaines lois contenues dans certaines dispositions du Code Minier. | Insuffisance de transparence, risques de chevauchement de permis et de corruption. | 1.9 Vulgariser les dispositions pertinentes des lois régissant le secteur extractif et sensibiliser les parties prenantes | Les lois sont vulgarisées | Gouv/GMP/SE | Janv. 2015 Déc. 2015 | 40 000 | IDA/PAGSEM |
| Sous-total 1 : | | | | | | | | 41 000 | |

| Axes stratégiques | Objectifs prioritaires | Contexte : conditions préalables et risques | Contraintes de capacité | Activités | Indicateur | Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme | Calendrier | Coûts estimés en USD / 2015 | Source de financement |
|----------------------------------|---|--|--|--|--|---|------------------------|-----------------------------|-----------------------|
| 2. Suivi de la production | Mettre en place un système efficace et sécurisé pour le suivi de la production tout en instaurant la transparence de la production minière. | Le suivi de la production n'est pas systématique par manque de contrôle adéquat. | | 2.1 Réaliser une étude relative au diagnostic du système actuel de suivi de la production. | TDR de l'étude. Rapport d'étude disponible. | MMG/DNM/GMP/CONSULTANT. | Mars 2015 | 20 000 | IDA/PAGSEM |
| | Contrôler la contribution sociale des sociétés minières. | Seuls les dons ont été pris en compte par l'ITIE jusqu'à présent et d'une manière unilatérale. | La vérification de la production n'est pas systématique | 2.2 Vérifier l'effectivité du respect des obligations sociales par les sociétés minières assorties d'un audit environnemental. | Publication annuelle des rapports d'activités et de suivi des sociétés minières sur leur site web et de l'ITIE-GUINEE. | MMG/IGM/GMP. | Juin 2015 | 2 500 | BND |
| | | | | 2.3 Actualiser les formulaires de déclaration des statistiques de production et de vente des produits miniers | Formulaires de déclaration disponibles et exploités | MMG/IGM/DNM/GMP. | Mai 2015 | 5 000 | BND |
| | Diversifier et optimiser l'exploitation des ressources minières. | L'exploitation minière est peu intégrée avec d'autres activités qui pourraient créer une chaîne de valeurs | Manque de transformation sur place et d'intégration de l'exploitation minière avec d'autres activités engendrant des manques à gagner. | 2.4 Revoir et développer la sous-traitance et former les opérateurs nationaux. | Sous-traitance recrutée et développée. Nombre d'opérateurs nationaux formés | MMG/DNM/GMP | Sept 2015 | 2 500 | BND |
| | | Insuffisance de contrôle des sociétés par l'administration | Risque de manques à gagner | 2.5 Renforcer la structure de contrôle et de suivi des sociétés minières | Rapport de mission. Les sociétés minières sont régulièrement contrôlées et la production est bien suivie. | MMG/MEF/DNM/IGM/GMP/SE | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 6 000 | BND |
| Sous-total 2 : | | | | | | | | 36 000 | |

| Axes stratégiques | Objectifs prioritaires | Contexte : conditions préalables et risques | Contraintes de capacité | Activités | Indicateur | Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme | Calendrier | Coûts estimés en USD / 2015 | Source de financement |
|--|--|--|--|--|--|---|--------------------------|-----------------------------|---|
| 3. Collecte des taxes et des redevances | Elaborer, produire et publier les rapports portant sur la collecte et la réconciliation des flux des paiements et des revenus pour les années fiscales 2013 & 2014 | Difficulté de respecter les délais de production des informations fiscales tant bien au niveau de l'administration et des sociétés minières. Risque de retard de disponibilité des informations | Non implication de toutes les parties prenantes pour le suivi des recommandations formulées par l'Administrateur Indépendant | 3.1 Renforcer la capacité du SE pour l'application des deux Arrêtés | Les Arrêtés sont appliqués | GMP/SE | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 0 | Néant |
| | | | | 3.2 Elaborer et adopter les TDR pour la collecte et la réconciliation des données des Rapports 2013 & 2014 selon la Norme ITIE et les procédures du bailleur | TDR produit et publié dans les journaux. | GMP/PARGCEF-BAD. | Janv. & Fév. 2015 | 0 | Néant |
| | | | | 3.3 Négocier les Contrats avec l'Administrateur Indépendant pour les années 2013 & 2014 | PV de sélection et de négociation du contrat. | GMP/PARGCEF-BAD/CONSULTANT. | Mars. 2015 à Juin 2015 | 500 | BND |
| | | | | 3.4 Organiser des ateliers de formation sur le remplissage des formulaires de déclaration. | Tenue effective de l'atelier. | GMP/CONSULTANT/SE | Mai 2015 à Août 2015 | PM | Consultant |
| | | | | 3.5 Organiser des réunions en vue de l'analyse et la validation des rapports provisoires 2013 & 2014 | Rapports provisoires sont disponibles. | GMP/SE | Juillet 2015 à Sept 2015 | 5 000 | BND |
| | | | | 3.6 Adopter et produire les rapports définitifs de l'Administrateur. | Rapports définitifs sont disponibles. | GMP/PARGCEF-BAD/SE. | Août 2015 à Nov. 2015 | 150 250 | BAD = 130 000 \$ BND = 10 250 \$ A rechercher = 10 000 \$ |
| | | | | 3.7 Organiser la cérémonie de publication des rapports de conciliation 2013 & 2014 | Nombre de copies distribuées. Publication sur le site web. | GMP/SE | Sept 2015 à Oct. 2015 | 33 800 | BND |

| Axes stratégiques | Objectifs prioritaires | Contexte : conditions préalables et risques | Contraintes de capacité | Activités | Indicateur | Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme | Calendrier | Coûts estimés en USD / 2015 | Source de financement |
|-----------------------------|------------------------|---|-------------------------|--|--|---|-----------------------|-----------------------------|-----------------------|
| | | | | 3.8 Traduire et imprimer la synthèse des rapports 2013 & 2014 en quatre langues nationales. | Nombre de séances et de participants | GMP/SE | Nov. 2015 à Déc. 2015 | 28 000 | BND |
| | | | | 3.9 Elaborer et publier le rapport annuel d'activités 2014. | Publication dans les journaux et sur le site | GMP/SE | Juin 2015 | 5 000 | BND |
| | | | | 3.10 Inventorier les investissements réalisés par les sociétés minières au profil des communautés locales. | Rapport d'inventaire disponible et publié sur le site web. | GMP/CONSULTANT/SE | Février 2015 | 30 000 | IDA/PAGSEM |
| | | | | 3.11 Constituer une base de données et acquérir un logiciel sécurisé de gestion | Base de données disponibles et opérationnelles et logiciel sécurisé acquis | GMP/CONSULTANT/SE | Mars /Avril 2015 | 50 000 | A rechercher |
| Sous-total 3 : | | | | | | | | 302 550 | |

PM : L'étude de cadrage et l'atelier de formation de remplissage des formulaires sont pris en charge dans le coût de l'Administrateur Indépendant (75 125 USD par exercice fiscal).*

| Axes stratégiques | Objectifs prioritaires | Contexte : conditions préalables et risques | Contraintes de capacité | Activités | Indicateur | Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme | Calendrier | Coûts estimés en USD / 2015 | Source de financement |
|-------------------------------------|---|---|--|--|--|---|------------------------|-----------------------------|-----------------------|
| 4. Distribution des revenus. | Assurer un meilleur suivi de la gestion et de l'affectation des revenus issus des Industries Extractives. | Difficulté de retracer tous les revenus au niveau des Communes Rurales. Manque de transparence dans les transferts infranationaux. Faible répartition des revenus et des charges entre le niveau central, le niveau déconcentré et le niveau décentralisé. Faible accès du public aux informations sur la gestion des fonds. | Gestion inefficace, les revenus profitent peu aux communautés locales. | 4.1 Proposer un texte réglementaire portant sur la notification relative aux obligations des taxes et redevances par les titulaires des titres miniers à l'endroit des sept (7) Régions Administratives et de la Société Civile. | Mise en place du texte de notification opérationnelle au sein du CPDM et de la DNM. | MMG/MATD/CPDM/DNM/GMP/SE | Janv. 2015 à Déc. 2015 | PM | PM |
| | | | Manque à gagner fiscal | 4.2 Former les collectivités décentralisées des zones minières en fiscalité sur la procédure de recouvrement et de gestion des revenus destinés à ces collectivités. | Nombre de Communes Rurales touchés par les séances de formation. | MATD/MDB/MMG/GMP/SE/DNI | Mars 2015 | 25 000 | BND |
| | Améliorer la gestion et la redistribution des revenus (traçabilité) | Nécessité d'harmonisation de la distribution des ristournes minières et notamment la définition des "communes concernées" | | 4.3 Faire une étude relative au dispositif légal qui régit la distribution des ristournes minières "en ne tenant pas compte uniquement des communes concernées" | Publication d'une loi/Arrêté conjoint définissant les communes concernées par les ristournes minières. | MMG/MDB/MATD/GMP | Mars 2015 | PM | PM |
| | | | | 4.4 Veiller à l'affectation des Receveurs Communautaires au niveau des zones minières | Acte d'affectation et présence effective des Receveurs | GMP/SE/MMG/MDB/MEF/MATD | Février/Mars 2015 | 0 | Néant |
| Sous-total 4 : | | | | | | | | 25 000 | |

| Axes stratégiques | Objectifs prioritaires | Contexte : conditions préalables et risques | Contraintes de capacité | Activités | Indicateur | Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme | Calendrier | Coûts estimés en USD / 2015 | Source de financement |
|--|---|---|--|--|---|---|--------------------------------|-----------------------------|-----------------------|
| 5. Gestion des dépenses et de politique de développement durable. | Améliorer la gestion des dépenses publiques face à la volatilité des revenus issus des I.E. | Faible capacité de gestion des revenus issus des I.E versés au niveau central et engloutis dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat. Dépendance exclusive des communautés riveraines des sociétés minières sans perspective après mines. | Non maîtrise des procédures de dépenses issues du secteur minier | 5.1 Veiller à la vulgarisation des principes d'élaboration du budget participatif dans les communes extractives pilotes. | Nombre de communes pilotes ayant mis en place le budget participatif. | MATD/MDB/GMP/ SE/ PACV | 1 ^{er} trimestre 2015 | 10 000 | A rechercher |
| | | | | 5.2 Veiller à l'élaboration d'une directive sur la responsabilité sociétale des entreprises extractives | Mise en place effective d'un système de suivi des programmes. | MMG/MP/MDB/ MEF/GMP/SE | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 15 000 | A rechercher |
| Sous-total 5 : | | | | | | | | 25 000 | |

| Axes stratégiques | Objectifs prioritaires | Contexte : conditions préalables et risques | Contraintes de capacité | Activités | Indicateur | Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme | Calendrier | Coûts estimés en USD / 2015 | Source de financement |
|---|---|---|--|---|---|---|-------------------|-----------------------------|-----------------------|
| 6. Maintenir le statut de Pays Conforme. | Evaluer les progrès réalisés et les obstacles éventuels qui empêchent la mise en œuvre de l'ITIE-Guinée | Des opportunités existent pour mieux évaluer l'impact réel de la mise en œuvre | Non évaluation des progrès réalisés et des obstacles. | 6.1 Analyser la chaîne des valeurs pour leur mise en œuvre efficace. | Les faiblesses à ces niveaux sont identifiées et corrigées. | MDB/MEF/GMP/ SE | 4è trimestre 2015 | 4 000 | BND |
| | | | | 6.2 Evaluer le besoin de l'ITIE-GUINEE en ressources humaines, financières et matérielles en matière de mise en œuvre des activités du PTB. | Besoin identifié | GMP/SE | Mars 2015 | 0 | Néant |
| | | 6.3 Faire une étude institutionnelle et organisationnelle en tenant compte du GMP | TDR élaboré. PV de session d'adoption du rapport d'étude | GMP/SE/Consultant | Mai - Juin 2015 | 15 000 | A rechercher | | |
| | | 6.4 Demander au niveau de l'administration l'affectation de certains cadres pour le Secrétariat Exécutif. | Acte d'affectation | MMG/GMP/SE/ | Néant | 0 | Néant | | |
| | | 6.5 Evaluer trimestriellement les activités contenues dans le PTB | Rapport disponible | GMP/SE/ | Néant | 0 | Néant | | |
| Sous-total 6 : | | | | | | | | 19 000 | |

| Axes stratégiques | Objectifs prioritaires | Contexte : conditions préalables et risques | Contraintes de capacité | Activités | Indicateur | Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme | Calendrier | Coûts estimés en USD / 2015 | Source de financement |
|---|---|---|---|--|--|---|-----------------------------------|-----------------------------|----------------------------------|
| 7. Renforcement de la mise en œuvre de la stratégie de communication et de dissémination | Promouvoir la Norme ITIE et le processus de mise en œuvre et renforcer le débat public autour des revenus du secteur extractif. | Appropriation de l'ITIE par les institutions de l'Etat et la Société Civile | Faible connaissance de l'ITIE par les Institutions et la Société Civile | 7.1 Mettre à jour la stratégie de communication | Stratégie de communication est mise à jour | GMP/SE | Mars 2015 | 0 | Néant |
| | | | | 7.2 Plaidoyer pour accroître l'appui politique et financier nécessaire à la poursuite de la mise en œuvre de l'ITIE. | L'ITIE disposer des ressources suffisantes pour la mise en œuvre du processus en 2017. La Norme ITIE et son processus de mise en œuvre sont largement connus. | MMG/GMP/SE/PARTENAIRES | Mars 2015 | 30 000 | A rechercher |
| | | | | 7.3 Réaliser la mission de dissémination des rapports 2013 & 2014 dans les zones minières incluses dans l'ITIE. | TDR de la mission, rapport de la mission de dissémination, nombre de copies rapports distribués au public. Nombre de journaux ayant publiés les rapports. Nombre de débats dans les radios communautaires. | GMP/SE. | Déc. 2015 (rapports 2013 et 2014) | 150 000 | IDA/PAGSEM 75 000 BND= 75 000 |
| | | | | 7.4 Présenter les rapports à la maison de presse. | | GMP/SE. | Janv. 2016 | 2 000 | BND |
| | | | | 7.5 Présenter les rapports dans six (6) Universités. | | GMP/SE. | Janv. 2016 | 4 000 | BND |
| | | | | 7.6 Publier les rapports simplifiés dans les journaux de la place (presse en ligne). | | GMP/SE. | Déc. 2015 | 15 000 | BND |
| | Faire comprendre à la population le processus ITIE : enjeux et contenus des rapports portant sur la collecte | Faible communication sur le processus ITIE. | Méconnaissance de l'ITIE | 7.7 Insérer les messages et les spots publicitaires sur l'ITIE au niveau des Radios et TV. | Nombre de messages insérés. Nombre de personnes sensibilisées. Nombre d'émissions | GMP/SE. | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 15 000 | A rechercher |

| Axes stratégiques | Objectifs prioritaires | Contexte : conditions préalables et risques | Contraintes de capacité | Activités | Indicateur | Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme | Calendrier | Coûts estimés en USD / 2015 | Source de financement |
|-------------------|------------------------|--|--|--|---|---|------------------------|-----------------------------|-----------------------|
| | | | | 7.8 Conception et impression des agendas ITIE-Guinée 2015. | Nombre d'agendas et calendriers distribués. Nombre de bénéficiaires | Secrétariat Exécutif | Nov. 2015 | 15 000 | BND |
| | | | | 7.9 Insérer les avis à manifestation d'intérêt dans les journaux. | Nombre de journaux ayant inséré les messages. nombre de visiteurs. | Secrétariat Exécutif. | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 5 300 | BND |
| | | Sources d'informations actuelles sont limitées à la dissémination des rapports ITIE. | Sources d'informations non variées et diversifiées | 7.10 Augmenter le nombre des panneaux publicitaires. | Nombre de panneaux affichés. | Secrétariat Exécutif. | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 60 000 | A rechercher |
| | | | | 7.11 Conception et impression des dépliants, Teeshirt, képi et kakémonos. | Nombre de dépliants, Teeshirt, képi distribués. Nombre de bénéficiaires. | Secrétariat Exécutif. | Oct. 2015 | 20 115 | BND |
| | | | | 7.12 Information, abonnement, documentations et revues. | Nombre de revues et documentations disponibles. | GMP/SE. | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 5 000 | BND |
| | | | | 7.13 Suivre et évaluer périodiquement l'ensemble des activités de communication, apprécier les résultats des actions et mesurer leurs impacts. | Rapport de suivi et d'évaluation disponible et exploité. | COMMISSION COMMUNICATION/S.E ET CONSULTANT. | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 8 000 | A rechercher |
| | | | | 7.14 Enquête d'appropriation auprès de la population sur le processus ITIE. | Nombre d'enquêtes réalisées. | SECRETARIAT EXECUTIF ET CONSULTANT. | Sept 2015 | 15 000 | A rechercher |
| | | | | | | | | | |

| Axes stratégiques | Objectifs prioritaires | Contexte : conditions préalables et risques | Contraintes de capacité | Activités | Indicateur | Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme | Calendrier | Coûts estimés en USD / 2015 | Source de financement |
|-----------------------------|--|---|----------------------------|---|---|---|------------------------|-----------------------------|-----------------------|
| | Diffuser largement le processus ITIE en langues nationales dans les radios, TV et radios communautaires. | Faible vulgarisation de la Norme ITIE. | Impact de l'ITIE mal perçu | 7.15 Organiser des émissions et reportages à la radio et à la télévision. | Nombre de débats réalisés, des émissions et de reportages. | GMP/SE/TV & RADIO. | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 18 000 | A rechercher |
| | | | | 7.16 Informer et sensibiliser le grand public sur le processus à travers les médias et les réunions d'information (Campagne d'information et de sensibilisation). | Rapport de campagne d'information disponible. Nombre de communautés et de personnes touchées. Supports de communication | GMP/SE/TV & RADIO | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 30 000 | A rechercher |
| | Concevoir et distribuer les bandes dessinées | | | 7.17 Conception, impression et distribution de bandes dessinées. | Nombre d'impression et de distribution de bandes dessinées. | GMP/SE/ CONSULTANT | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 10 000 | BND |
| | Impliquer les femmes dans le processus ITIE | | | 7.18 Veiller à l'implication des femmes dans le déroulement du processus ITIE | Nombre de femmes impliquées | GMP/SE/ | Janv. à Déc. 2015 | 0 | Néant |
| Sous-total 7 : | | | | | | | | 402 415 | |

| Axes stratégiques | Objectifs prioritaires | Contexte : conditions préalables et risques | Contraintes de capacité | Activités | Indicateur | Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme | Calendrier | Coûts estimés en USD / 2015 | Source de financement |
|---|---|---|---|---|--|---|------------|-----------------------------|-----------------------|
| 8. Renforcement des capacités et formation des parties prenantes sur le processus. | Organiser des ateliers à l'intention des parties prenantes suivant la Norme ITIE. | Faible niveau d'appropriation du processus par le GMP. | | 8.1 Organiser un atelier sur le processus ITIE en faveur des membres du GMP. | Rapport de l'atelier et nombre de participants. | GMP/SE/CONSULTANT | Mars 2015 | 15 500 | IDA/PAGSEM |
| | | | | 8.2 Organiser un atelier sur le processus ITIE avec la Société Civile et les Syndicats. | Rapport de l'atelier et nombre de participants. | GMP/SE. | Janv. 2015 | 8 000 | IDA/PAGSEM |
| | | | | 8.3 Organiser un atelier sur le processus ITIE avec les Institutions Républicaines. | Rapport de l'atelier et nombre de participants. | GMP/SE. | Fév. 2015 | 8 000 | IDA/PAGSEM |
| | | | | 8.4 Organiser un atelier sur la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE). | Rapport de l'atelier et nombre de participants. | GMP/SE. | Avril 2015 | 10 000 | BND |
| | Doter les parties prenantes d'outils appropriés pour mieux comprendre et suivre la mise en œuvre du processus | Toutes les parties prenantes doivent être bien outillées pour une mise en œuvre réussie du processus ITIE | Faible maîtrise de la fiscalité minière | 8.5 Organiser des ateliers de formation sur la fiscalité minière | Le GMP est bien outillé en matière de fiscalité minière. | GMP/SE/PARTENAIRES | Juin 2015 | 15 000 | IDA/PAGSEM |
| | | | | 8.6 Organiser un atelier concernant la nouvelle Norme ITIE en faveur de la presse | Rapport d'atelier nombre de journaliste | GMP/SE | Juin 2015 | 10 000 | IDA/PAGSEM |
| | | | | 8.7 Organiser un atelier sur le développement communautaire. | Rapport de l'atelier et nombre de participants. | GMP/SE/MATD | Mai 2015 | 15 000 | IDA/PAGSEM |

| Axes stratégiques | Objectifs prioritaires | Contexte : conditions préalables et risques | Contraintes de capacité | Activités | Indicateur | Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme | Calendrier | Coûts estimés en USD / 2015 | Source de financement |
|-------------------|--|---|-------------------------|---|--|---|------------------------|-----------------------------|---|
| | | | | 8.8 Organiser un atelier en faveur des points focaux pour la bonne compréhension et l'harmonisation sur les données ITIE-Guinée | Rapport d'atelier. Nombre de participants capables de remplir les formulaires. | GMP/SE/Points Focaux | Mars 2015 | 8 000 | BND |
| | Sensibiliser les nouvelles entreprises du secteur extractif en vue de leur adhésion au processus ITIE. | | | 8.9 Sensibiliser les nouvelles entreprises sur le processus ITIE. | Nombre de nouvelles sociétés sensibilisées et intégrées dans le périmètre. | GMP/SE. | Mars 2015 | 3 000 | BND |
| | Elaborer, adopter et mettre en œuvre un plan de formation. | | | 8.10 Identifier les besoins en formation des parties prenantes en matière de transparence. | Nombre de formations identifiées. | GMP/SE. | Fév. 2015 | 0 | Néant |
| | | | | 8.11 Elaborer et adopter un plan de formation. | Nombre de modules élaborés. PV d'approbation du plan de formation. | GMP/SE. | Fév. 2015 | 1 500 | BND |
| | | | | 8.12 Mettre en œuvre un plan de formation. | Contenu des formations (modules). Les rapports des séminaires et ateliers de formation. Nombre de personnes formées. | GMP/SE. | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 130 000 | 20 000 BAD/PAPEGM 30 000 BND 80 000 A rechercher |
| | Participer aux ateliers, séminaires et formations à l'extérieur ainsi qu'aux voyages d'études pour partage et échange d'expérience avec les autres pays. | | | 8.13 Participer aux ateliers, séminaires au niveau régional et international et voyages d'études. | Nombre de rapports des ateliers et séminaires publiés et disponibles y compris sur le site. Nombre de bénéficiaires de formation et voyages d'études à l'étranger. | GMP/SE/ PARTENAIRES. | Janv. 2015 à Déc. 2015 | Voir 8.12 | Néant |

| Axes stratégiques | Objectifs prioritaires | Contexte : conditions préalables et risques | Contraintes de capacité | Activités | Indicateur | Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme | Calendrier | Coûts estimés en USD / 2015 | Source de financement |
|-----------------------------|--|---|-------------------------|--|---|---|------------------------|-----------------------------|-----------------------|
| | | | | 8.14 Former les cadres et agents du Secrétariat Exécutif. | Nombre de rapports de formation | GMP/SE/PARTENAIRES. | Janv. 2015 à Déc. 2015 | Voir 8.12 | Néant |
| | Appuyer la société civile dans la mise en œuvre de l'ITIE. | Mauvaise appréhension des Industries Extractives par la société civile. | | 8.15 Divulguer les rapports ITIE par les organisations de la Société Civile. | Nombre de personnes touchées par les séances de divulgation des rapports ITIE. Nombre de sessions. | GMP/SE/SOCIETE CIVILE/PARTENAIRES. | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 75 000 | A rechercher |
| Sous-total 8 : | | | | | | | | 299 000 | |

| Axes stratégiques | Objectifs prioritaires | Contexte : conditions préalables et risques | Contraintes de capacité | Activités | Indicateur | Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme | Calendrier | Coûts estimés en USD / 2015 | Source de financement |
|---|--|---|---|--|--|---|------------------------|-----------------------------|-----------------------|
| 9. Pérennisation du processus ITIE-GUINEE. | S'assurer de la pérennité de la mise en œuvre de l'ITIE sur le plan légal. | Pérennisation de l'ITIE-GUINEE en levant les contraintes légales et les obstacles à sa mise en œuvre. | | 9.1 Elaborer et proposer les textes d'application des dispositions du Code Minier relatives à l'ITIE. | Les textes d'application sont élaborés et soumis | GMP/SE | Fév. 2015 | 0 | Néant |
| | | | | 9.2 Réviser le règlement intérieur (TDR) du GMP et le publier. | Procès-Verbal d'adoption du nouveau règlement intérieur et publié. | GMP/SE | Mars 2015 | 4 000 | BND |
| | | | | 9.3 Veiller au respect par les sociétés et les administrations des Arrêtés relatifs à leurs obligations | Les déclarations sont conformes aux Arrêtés | GMP/SE | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 0 | Néant |
| | Rendre l'ITIE financièrement indépendante et pérenne. | Le financement de l'ITIE doit être pérennisé pour la poursuite de sa mise en œuvre | Insuffisance des moyens affectés pour la mise en œuvre de l'ITIE. Forte dépendance envers les partenaires au développement pour le financement. | 9.4 Mener le plaidoyer auprès des Ministères en charge du Budget, de l'Economie et des Finances et de l'Assemblée Nationale pour doter l'ITIE-GUINEE des crédits suffisants dans le budget de l'Etat. (Loi de Finances). | Montant du financement obtenu auprès de l'Etat. | MMG/MDB/MEF/ ASSEMBLEE NATIONALE/GMP. | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 0 | Néant |
| | | | | 9.5 Mener le plaidoyer auprès des sociétés minières pour leur contribution volontaire au financement du processus ITIE-GUINEE. | Nombre de sociétés et montants obtenus | GMP/SE | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 0 | Néant |
| | | | | 9.6 Accélérer le retour de l'ITIE-GUINEE dans ses anciens locaux (en construction dans la cour de la DNM) | Les locaux sont mis à disposition | GOUVERNEMENT /GMP/SE | Mars 2015 | 0 | Néant |

| Axes stratégiques | Objectifs prioritaires | Contexte : conditions préalables et risques | Contraintes de capacité | Activités | Indicateur | Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme | Calendrier | Coûts estimés en USD / 2015 | Source de financement |
|-------------------|---|---|---|--|---|---|------------------------|-----------------------------|-----------------------|
| | Proposer un texte instituant un prélèvement des recettes fiscales des Industries Extractives pour la mise en œuvre de l'ITIE-GUINEE | Le texte concernant ce prélèvement n'est pas disponible pour le moment. | Loi/ ou Arrêté - Conjoint sur ce prélèvement. | 9.7 Elaborer, discuter et adopter un texte fixant un prélèvement des recettes fiscales du secteur extractif pour la mise en œuvre de l'ITIE. Soit (un) 1% des recettes minières. | Procès-Verbal de la réunion. Liste de présence. | GMP/SE/MMG/MEF/MBD/ASSEMBLEE NATIONALE | Janv. 2015 à Juin 2015 | 0 | Néant |
| | | | | 9.8 Faire le plaidoyer pour l'adoption du texte de financement de l'ITIE par les recettes fiscales du secteur extractif. | Loi adoptée | GMP/SE/MMG/MEF/MBD/ASSEMBLEE NATIONALE | Fév. 2015 à Déc. 2015 | 0 | Néant |
| | Renforcer les capacités organisationnelle et institutionnelle | Retard de la tenue des réunions du Conseil de Supervision et insuffisance des réunions des Commissions Opérationnelles. | | 9.9 Organiser la tenue de deux réunions par an du Conseil de Supervision. | Nombre de Procès-Verbaux. Nombre de présence des membres du Conseil de Supervision | CS/GMP/SE. | Mars 2015 à Déc. 2015 | 2 000 | BND |
| | | | | 9.10 Organiser la tenue régulière des réunions du Comité de Pilotage (12 sessions ordinaires et des sessions extraordinaires) | Nombre de Procès-Verbal. Nombre de présence des membres du Comité de Pilotage aux réunions. | GMP/SE. | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 33 000 | BND |
| | | | | 9.11 Organiser la tenue des réunions des Commissions. | Nombre de présence. | COMMISSIONS/SE | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 6 000 | BND |
| | Elaborer et adopter le plan de travail et budget. | | | 9.12 Préparer, élaborer et publier le Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) 2015. | Plan de Travail et Budget Annuel 2015 sont disponibles et publiés dans les journaux et sur le site web. | GMP/SE. | Déc. 2014 | 1 000 | BND |

| Axes stratégiques | Objectifs prioritaires | Contexte : conditions préalables et risques | Contraintes de capacité | Activités | Indicateur | Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme | Calendrier | Coûts estimés en USD / 2015 | Source de financement |
|--|--|--|--|--|--|---|------------------------|--|-----------------------------------|
| | | | | 9.13 Préparer et adopter le Plan de Travail Triennal et le Budget Triennal 2015, 2016 et 2017. | Plan de Travail et Budget Triennal sont disponibles et publiés dans les journaux et le site web. | GMP/SE. | Déc. 2014 | 10 000 | BND |
| | Mobiliser les ressources financières pour la mise en œuvre du plan de travail. | Insuffisance des ressources financières et matérielles | Retard de paiement des engagements et difficultés de financement | 9.14 Mobiliser les ressources financières. | Nombre de nouveaux accords de financements par Bailleurs. | GMP/SE/PARTENAIRES | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 0 | Néant |
| 9.15 Envoyer les courriers en annexant le PTB et rencontres avec les Partenaires Techniques et Financiers (Institutions, Ambassades, ONG, etc...). | | | | Accord de Don signé. | GMP/SE/PTF. | Déc. 2014 à Juin 2015 | 0 | Néant | |
| 9.16 Organiser une table ronde de mobilisation des fonds avec les partenaires financiers et techniques | | | | Rapport de la table ronde et liste des participants | GMP/SE/PTF | Déc. 2014 à Janv. 2015 | 10 000 | BND | |
| 9.17 Acquérir 04 véhicules pour le Secrétariat Exécutif. | | | | Nombre de véhicules disponibles. | SECRETARIAT EXECUTIF | Mars 2015 à Déc. 2015 | 120 000 | 40 000 IDA/PAGSEM 40 000 BND 40 000 à rechercher | |
| | Assurer le fonctionnement du Secrétariat Exécutif | La réalisation des missions est incertaine | Faute de disponibilité des moyens de déplacement | 9.18 Acquérir les matériels, équipements et mobiliers de bureau | Nombre d'équipement disponibles. | SECRETARIAT EXECUTIF | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 15 000 | 10 000 /BND 5 000 à rechercher |
| | | | | 9.19 Acquérir un logiciel Mic. Project et formation | Nombre de personnes formées | SE/GMP/CONSULTANT | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 10 000 | BND |

| Axes stratégiques | Objectifs prioritaires | Contexte : conditions préalables et risques | Contraintes de capacité | Activités | Indicateur | Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme | Calendrier | Coûts estimés en USD / 2015 | Source de financement |
|--|------------------------|---|-------------------------|---|---|---|------------------------|-----------------------------|------------------------------------|
| | | | | 9.20 Héberger, former et mettre à jour le site web ITIE | Contrat et facture. Nombre de visiteurs sur le site | Secrétariat Exécutif | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 10 000 | BND |
| | | | | 9.21 Elaborer les états financiers 2014 & 2015. | Lettre de transmission et de réception des états financiers par l'auditeur. | SE/CONSULTANT. | Janv. 2015 à Déc. 2015 | 26 000 | 24 000 BAD/PAPEGM 2 000 /BND |
| | | | | 9.22 Auditer les états financiers 2014 & 2015. | Rapport d'audit disponible et distribué. | SE/CONSULTANT | Juin 2015 | 10 000 | BND |
| | | | | 9.23 Actualiser le manuel de procédures administratives, comptables et financières. | Manuel conforme aux Normes nationales et internationales disponible. | SE/CONSULTANT | Avril 2015 | 7 000 | BAD/PAPEGM |
| | | | | 9.24 Fonctionnement. | Rapports disponibles. | SECRETARIAT EXECUTIF | Janv. 2015 à Déc. 2017 | 140 000 | BND |
| Sous-total 9 : | | | | | | | | 404 000 | |
| TOTAL GENERAL = 1+2+3+4+5+6+7+8+9 | | | | | | | | 1 553 965 | |

LISTE DES ABREVIATIONS

| | |
|---------------|---|
| ACG | Association des Communes de Guinée |
| AN | Assemblée Nationale |
| ANAIM | Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières |
| BAD | Banque Africaine de Développement |
| BAFMP | Brigade Anti-Fraude des Matières Précieuses |
| BC | Bon de Commande |
| BCRG | Banque Centrale de la République de Guinée |
| BIC | Bénéfice Industriel et Commercial |
| BNE | Bureau National d'Expertise |
| BND | Budget National de Développement |
| BTP | Bâtiments et Travaux Publics |
| CA | Conseil d'Administration |
| CAF | Valeur Coût, Assurance, fret |
| CBG | Compagnie des Bauxites de Guinée |
| CBK | Compagnie des Bauxites de Kindia |
| CFU | Contribution Foncière Unique |
| CGI | Code Général des Impôts |
| CM | Code Minier |
| CNSS | Caisse Nationale de Sécurité Sociale |
| CNT | Conseil National de la Transition |
| CP | Comité de Pilotage |
| CPDM | Centre de Promotion et de Développement Minier |
| CPP | Contrat de Partage de Production |
| CR | Commune Rurale |
| CS | Conseil de Supervision |
| DD | Droits de Douane |
| DFE | Droit Fiscal d'Exportation |
| DFI | Droit Fiscal d'Importation |
| DGD | Direction Générale des Douanes |
| DNDIP | Direction Nationale de la Dette et des Investissements Publics |
| DNI | Direction Nationale des Impôts |
| DNM | Direction Nationale des Mines |
| DNPEIP | Direction Nationale du Patrimoine de l'Etat et des Investissements Privés |
| DNTCP | Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique |
| FAD | Fonds Africain de Développement |
| FD | Formulaire de Déclaration |
| FIM | Fonds d'Investissement Minier |



| | |
|------------------|---|
| FOB | Sans Frais à Bord (Free on Board) |
| GNF | Franc Guinéen |
| Ha | Hectare |
| IDA | Association Internationale pour le Développement |
| IE | Industrie Extractive |
| IGF | Inspection Générale des Finances |
| IS | Impôts sur les Sociétés |
| ITIE | Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives |
| KGNF | Millier de franc Guinéen |
| KM2 | Kilomètre carré |
| KUSD | Millier de dollar Américain |
| MATD | Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation |
| MEF | Ministère de l'Economie et des Finances |
| MMG | Ministère des Mines et de la Géologie |
| PM | Primature (Premier Ministre) |
| PTB | Plan de Travail et Budget |
| PTBA | Plan de Travail et Budget Annuel |
| PTTB | Plan de Travail Triennal et Budget |
| PV | Procès-Verbal |
| RTS | Retenue sur traitements et Salaires |
| SAG | Société Ashanti Goldfield |
| SE | Secrétariat Exécutif |
| SI | Secrétariat International |
| SEMAFO | Société d'Exploitation Minière d'Afrique de l'Ouest |
| SMD | Société Minière de Dinguiraye |
| SNIM | Société Nationale des Infrastructures Minières |
| SOGUIPAMI | Société Guinéenne du Patrimoine Minier |
| Sté | Société |
| TA | Taxe d'Apprentissage |
| TCA | Taxe sur le Chiffre d'Affaires |
| TDR | Termes de Référence |
| TOFE | Tableau des Opérations Financières de l'Etat |
| TV | Télévision |
| TVA | Taxe sur la Valeur Ajoutée |
| VF | Versement Forfaitaire |

